

Le journalisme citoyen au Mozambique : nature, légitimité et enjeux sociétaux

Maud Pélissier, I3M Nice Toulon, France

César Cumbe, Centro de Estudos Moçambicanos e de Etnociência da Universidade Pedagógica (CEMEC-UP), Moçambique

Citizen Journalism in Mozambique : Nature, legitimacy and societal issues Jornalismo cidadão no Moçambique : natureza, legitimidade e sociais efeitos

RESUME

Au Mozambique, les mobilisations sociales récentes attestent d'une utilisation croissante des TIC, comme ce fut le cas lors des émeutes consécutives à une augmentation du prix du pain en 2010 ou plus récemment, lors des différents appels de soutien à la paix, dans la capitale, véhiculés par les réseaux sociaux. C'est dans un tel contexte que des pratiques inédites de journalisme citoyen ont vu le jour avec comme objectif de contribuer à la consolidation de la jeune démocratie en favorisant la prise de parole du citoyen dans un pays où l'accès à l'information est encore difficile. Deux d'entre elles ont attiré particulièrement notre attention pour deux raisons. D'une part, l'une et l'autre intègrent au cœur de leur démarche un dispositif socio technique de cartographie interactive similaire. D'autre part, elles émanent d'acteurs institutionnellement différents, la première étant issue du monde professionnel de la presse, la seconde des jeunes bloggeurs étudiants. Cet article se présente comme une étude de cas visant à éclairer la nature, la légitimité et les effets éventuels, sur l'amélioration de la gouvernance et la consolidation de la démocratie, de ces différentes manifestations de journalisme citoyen.

RESUMO

Em Moçambique, um dos sinais que demonstram a crescente utilização das TIC, são as recentes mobilizações sociais, como as manifestações consecutivas face ao aumento do preço de pão em Junho de 2010, as solicitações de apoio à paz na capital veiculadas pelas redes sociais. É neste cenário que surgiram práticas inéditas de Jornalismo cidadão com o objectivo de contribuir para consolidação da democracia emergente que favorece a tomada de palavra do cidadão num país em que o acesso à informação é ainda confidencial. Estas duas práticas chamaram-nos atenção por duas razões. Por um lado, porque ambas integram um dispositivo sociotécnico de cartografia interativa similar na sua abordagem. Por outro lado, porque ambas resultam de atores institucionalmente diferentes, pois a primeira provém do mundo profissional da imprensa, a segunda provém dos jovens bloguistas estudantes. Este artigo sugere uma abordagem sobre a natureza, a legitimidade e os eventuais efeitos sobre o melhoramento da governação e da consolidação da democracia destas manifestações do jornalismo cidadão.

ABSTRACT

In Mozambique, recent social mobilizations point out an increasing use of ICT as a mean to share and disseminating information and also as a mean to promote citizenship. It is in such a context that citizen journalism has appeared with the goal to give the voice to citizens that have little access to information and to contribute to the empowerment of citizenship. This article will focus on two exemplar cases of citizen journalism which deserve our attention for two reasons. First, because both of them mobilize a digital platform of interactive mapping. Second, because their have different origins, one is belonging to the professional world of journalists the second one to the world of bloggers students. The goal of this article is to reveal the nature, legitimacy and effects on the process of governance and consolidation of democracy.

**MOTS CLES : JOURNALISME CITOYEN, PLATEFORME NUMERIQUE, CITOYEN-
NETE**

KEY WORDS : CITIZEN JOURNALISM, DIGITAL PLATFORM, CITIZENSHIP

PALAVRAS-CHAVE : JORNALISMO CIDADÃO, PLATAFORMA DIGITAL, CIDADANIA

Le Journalisme citoyen (JC) est en vogue, ici comme ailleurs, et le web 2.0, avec sa panoplie diversifiée de dispositifs socio-techniques d'information et de communication, joue un rôle essentiel dans le développement croissant de cette nouvelle forme de pratiques journalistiques. Des blogs aux forums en passant par Facebook ou Twitter jusqu'aux dispositifs plus récents de cartographie interactive, le JC peut désormais s'appuyer sur des moyens de communication censés favoriser la participation de tous, au travers de l'usage de toutes les formes médiatiques possibles (son, écriture, image) comme moyen de cette expression populaire.

Cependant, les enjeux du JC, ici, en Europe, ne sont pas les mêmes, que ceux d'ailleurs, à l'instar du continent africain même si, dans tous les cas, leur émergence est intrinsèquement liée au contexte socio-économique et politique. En Europe, le développement croissant du JC répond à plusieurs enjeux dans des contextes multiples de crise. Non seulement, il affirme un besoin de relégitimer une profession en crise dans un contexte économique de concurrence croissante mais aussi une volonté de rendre visible la parole des citoyens dans l'espace public dans un contexte de crise de la représentation (Pélissier Chaudy, 2009). Sur le continent africain, des initiatives de JC ont vu le jour, dans certains pays de la zone australe en particulier (Mutsvairo et Columbus, 2014), avec comme ambition de jouer un rôle essentiel dans l'amélioration du processus démocratique dans des sociétés où la parole citoyenne a peu d'espace d'expression et où l'accès à l'information est, pour beaucoup, difficile voire impossible. Cet article se propose de faire le récit et l'analyse des formes que revêt le JC dans l'un de ces pays, le Mozambique, pour mieux en saisir la nature et les enjeux et apporter une réflexion à propos de ses effets éventuels sur la consolidation du processus démocratique.

Selon l'indicateur de soutenabilité des médias¹ (« media sustainability index »), le Mozambique est un pays qui possède des atouts indéniables comme la reconnaissance de la liberté de la presse (depuis 1992) et une pluralité de sources d'information, publiques et privées, mais aussi des faiblesses structurelles importantes comme l'accès très restreint à l'information pour la majeure partie de la population (Langa, 2012). En particulier, bien que diversifiée, la presse reste un média confidentiel et urbain en raison de plusieurs facteurs : un prix relativement élevé, une diffusion restreinte en raison d'un réseau de distribution quasi inexistant en dehors de la capitale, un taux d'alphabétisation faible, une écriture en langue portugaise (Chichava et Pohlman, 2010). En revanche, la radio est le média de masse par excellence (avec de nombreux décrochages dans les 11 langues locales) et la télévision qui était, au départ, un média d'écoute collective est entrée dans environ 20% des foyers. Quant à Internet, il est présent au Mozambique depuis une décennie environ mais seulement 4,5% de la population y a accès. Enfin, 45% de la population dispose d'un téléphone portable² et les jeunes étudiants en milieu urbain, pour une grande majorité d'entre eux, se connectent régulièrement à internet avec ce moyen de communication (Pélissier, Cumbe, 2014).

En dépit de ce faible taux de pénétration, internet et les médias sociaux apparaissent, ces dernières années, au cœur des mobilisations sociales au Mozambique, des émeutes de 2010 faisant suite à une augmentation du prix du pain jusqu'aux dernières élections présidentielles de 2014. Deux initiatives médiatiques innovantes méritent une attention particulière. Toutes

1 Cet indicateur a été développé par l'agence internationale américaine IREX (International Research of Exchanges Board) pour évaluer le développement global des médias indépendants (http://en.wikipedia.org/wiki/Media_Sustainability_Index)

2 Statistiques de la Banque Mondiale 2015 : <http://donnees.banquemondiale.org/pays/mozambique>

deux sont emblématiques de ce que l'on appelle aujourd'hui des pratiques de journalisme citoyen avec comme particularité commune d'intégrer au cœur de leur démarche une plateforme de cartographie interactive reposant sur une logique de crowdsourcing : la première est issue du monde journalistique professionnel, la seconde de la société civile. Ce type d'initiative s'inscrit dans le prolongement d'un mouvement né au Kenya lors des élections présidentielles en 2008 et, depuis lors, disséminé, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est.

Partant d'une analyse de contenu de ces deux initiatives de journalisme citoyen, à partir de leur production intellectuelle, enrichie par une série d'entretiens semi-directifs auprès des auteurs de ces initiatives médiatiques innovantes, nous chercherons à répondre aux questions suivantes : quelle est l'identité de ces initiatives de journalisme citoyen ? Quelle est la fonction de leur plateforme digitale ? Quel est le profil des citoyens contributeurs ? Quelle est leur légitimité dans l'espace public ? Quels sont les effets, symboliques et réels, sur l'amélioration de la transparence dans le processus électoral et la consolidation de la démocratie ?

Au travers de cette étude empirique, nous espérons éclairer la question complexe de la capacité des médias sociaux digitaux à encourager et renouveler l'action et la participation politiques et, d'être, à l'instar des médias classiques, des outils de transformation et de modernisation sociale.

Un journal en ligne avec une ligne éditoriale innovante

L'homme d'affaire Mozambicain, Erik Charas, a révolutionné la presse au Mozambique en diffusant le premier journal papier gratuit, @Verdade (AV) avec le plus fort tirage jamais réalisé. En accord avec son slogan, « apporter l'information au peuple » (levar informação ao povo), il est le seul journal du pays à avoir délocalisé son équipe de rédaction dans le nord du pays, zone très peuplée mais très rurale avec une population ayant difficilement accès à l'information. Pour pallier la barrière du coût, il propose un « recyclage de l'information », invitant chacun à faire circuler et partager la lecture de chaque numéro paru (recicle a informação: passe este jornal a outro leitor). Enfin, il fut le premier à créer une version en ligne de son journal (<http://www.verdade.co.mz/>) avec une ligne éditoriale spécifique.

Figure 1 : la version papier du journal



La rédaction du journal en ligne AV est animée par le même souci d'apporter de l'information à un public le plus large possible, mais, cette fois, en s'adressant à un lectorat à dominante urbaine. Dans cette perspective, la rédaction a choisi un positionnement inédit en revendiquant une démarche de journalisme citoyen qui se rapproche de ce que l'on qualifie de positionnement « pro/am » (Rebillard, 2010) articulant une production d'information venant à la fois des journalistes professionnels à celle produite par les citoyens. La ligne éditoriale d'AV apparaît ainsi comme un entrelacs (parfois complexe) d'informations d'actualité, de reportages et de rubriques éditoriales, au ton sarcastique et satirique, produits par les journalistes de la rédaction à partir des reports préalables des citoyens. Le lecteur d'AV est incité, au travers de messages très explicites, à exercer un rôle de citoyen reporter : « un citoyen reporter, dénonce les problèmes rencontrés dans ta rue, ton quartier, ta ville en envoyant un sms 90440. Ceci est un espace démocratique où tu peux faire une dénonciation et exercer ta citoyenneté³ ». Comme le rédacteur en chef le souligne⁴ : « ce sont les citoyens qui donnent les sujets et les journalistes écrivent ». Dans cette perspective, « le défi principal du journaliste est de confirmer et de confronter ces informations brutes livrées par le citoyen ». Selon la rédaction, le succès de cette initiative est réel car, chaque jour, ils reçoivent « une centaine de sms » (mais aussi des messages via Whatsapp, Facebook et quelques mails). Ces derniers, catégorisés dans différentes rubriques, servent à fédérer une communauté autour du journal en ligne. Parmi les contributeurs, on trouve tout aussi bien des internautes fans d'actualité (toujours les mêmes la plupart du temps) qui retransmettent sur le forum « parle avec nous » des liens vers des articles d'autres journaux, que la jeunesse mozambicaine (adolescente y compris) qui s'exprime sur un forum spécifique portant sur des questions de « santé sexuelle et reproductive » et régulé par une professionnelle, nommée Tina. On a aussi des travailleurs ou des lycéens qui déposent des plaintes relatives à leurs conditions de travail dans « le livre de réclamation ». Enfin, une rubrique participative dénommée « live blogs » est utilisée lors d'événements spécifiques comme ce fut le cas lors des dernières élections municipales.

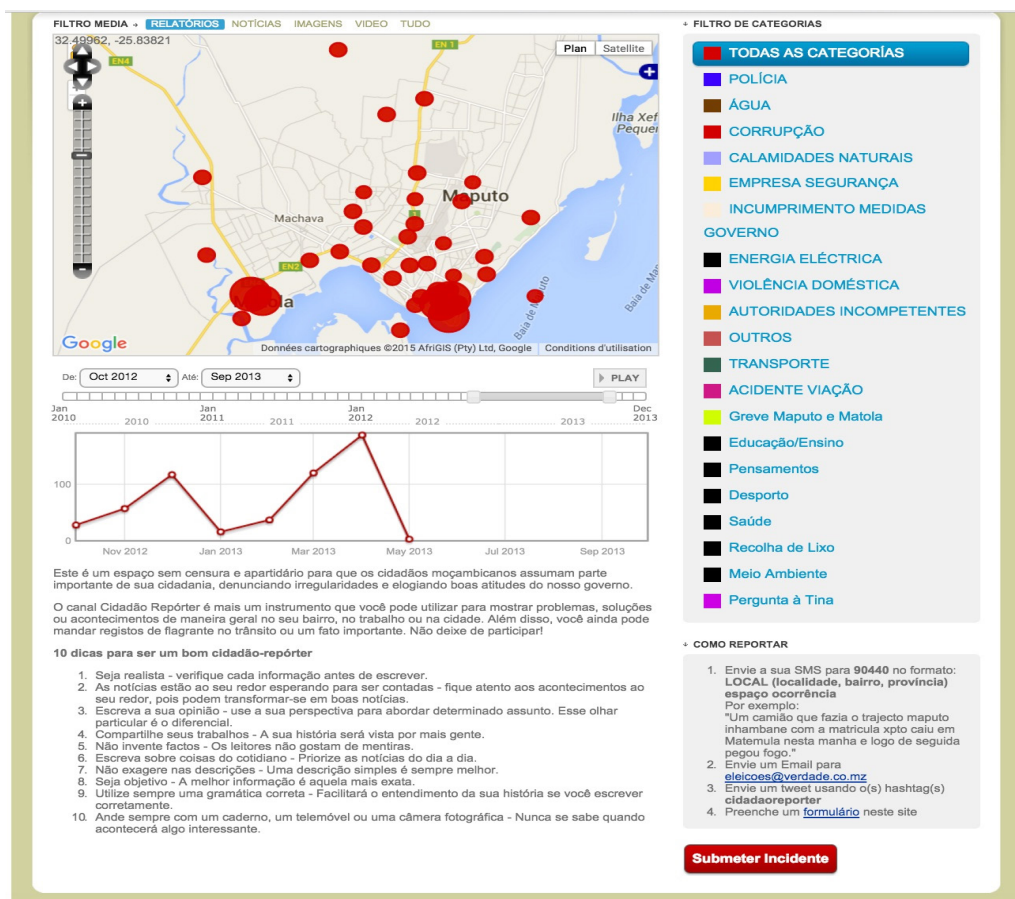
3 <http://www.verdade.co.mz/cidadaoreporter/reports/view/1097>

4 Entretien réalisé avec Emildo Samba, Rédacteur en Chef à Maputo d'AVerdade. Mars 2015.

Au départ de notre investigation, ce qui avait particulièrement attiré notre attention est l'utilisation d'une plateforme de cartographie interactive⁵ pour agréger et représenter, à l'aide d'une Google Maps, tous ces reports citoyens (figure 1). Or, au travers de l'interview du rédacteur en chef, qui a eu lieu quelques temps après le début de notre étude, il est apparu que ce dispositif ne jouait pas un rôle aussi central dans leur démarche de journalisme citoyen, que nous l'avions supposé. En effet, selon lui, trop peu de leurs lecteurs ayant accès à la version en ligne du journal, c'est la version papier qui se situe, encore à ce jour, au cœur de leur démarche. Une preuve manifeste de ce choix éditorial est le fait que, sur certaines des pages « citoyenneté » du journal papier, on retrouve des extraits de rubriques participatives en ligne comme, par exemple, le report de certaines conversations ayant cours sur leur page Facebook autour de certains sujets d'actualité (comme par exemple la libération par un juge de deux individus soupçonnés de l'assassinat d'un universitaire franco-mozambicain) ou bien de faits reportés directement par les lecteurs citoyens (comme par exemple un accident de voiture, une agression,...).

Cette plateforme numérique a toutefois connu une visibilité importante lorsque qu'elle fut utilisée pour la couverture médiatique des élections municipales en 2013 puis de la guérilla qui s'en est suivie dans la zone centrale du pays durant l'année 2014. Leur page Facebook a aussi joué un rôle clé puisqu'elle leur a servi de relais de communication pour médiatiser ce dispositif. Ils ont ainsi envoyé, durant la campagne électorale, plusieurs messages faisant appel à leurs lecteurs (trices) –citoyens (ennes) en leur demandant de reporter toute situation de fraude. Pour les aider dans cette démarche, ils ont diffusé une liste précise de ce qui est considéré comme illégal : « chers lecteurs ; la campagne électorale a débuté le 20 novembre. Nous avons besoin de votre aide pour vérifier si cette campagne respecte la légalité. Durant une campagne, il est illégal : d'empêcher la réalisation d'une réunion ou d'un défilé ; d'utiliser les biens de l'Etat durant la campagne... ».

Figure 3 : Plateforme de cartographie interactive du journal en ligne @Verdade



5 Nous définissons par plateforme de cartographie interactive comme un mashup qui articule deux applications : Google Maps et un outil permettant aux utilisateurs de reporter des incidents sur la carte en donnant une description textuelle accompagnée de photos permettant de reporter le lieu et le moment de l'incident.

Tous ces dispositifs participatifs servant à alimenter une sorte de « mur du peuple » ont acquis une popularité certaine. La multiplicité des options offertes au citoyen comme moyen d'expression ainsi que l'éclectisme des sujets proposés sur le journal en ligne AV attestent de la volonté de la rédaction de s'orienter vers un journalisme d'expression populaire qui consisterait à donner la parole à tous les citoyens dans leur plus grande diversité.

Analyse des contributeurs et des contenus produits

Dans cette section, nous proposons une analyse du contenu de la plateforme de cartographie interactive déployée lors des élections municipales par le journal en ligne AV. Celle-ci a été ouverte le 1^{er} novembre 2013 et fermée quelques jours après les élections municipales, le 20 novembre. Ce furent des élections fort attendues et sous tension car le parti au pouvoir, le Frelimo, faisait face à de nombreux candidats d'un parti concurrent à la popularité croissante, le MDM (mouvement démocratique du Mozambique), qui avait déjà gagné, lors des élections précédentes, certaines villes clés du Mozambique. Les contributions citoyennes ont été très nombreuses et réparties entre les 11 provinces du pays (dont la capitale Maputo). Leur fréquence est corrélée à l'approche du jour des élections.

Il est intéressant de constater que les reports citoyens aux premiers jours de la campagne décrivent des faits de campagne de chacun des candidats dans les différentes provinces. Le jour du vote, les reports décrivent désormais les premiers manquements à un processus électoral transparent : les retards dans l'ouverture des bureaux de vote, l'impossibilité pour certains observateurs électoraux de vérifier le bon fonctionnement des urnes, la pression exercée par certains policiers fortement armés au milieu des électeurs... Puis lors de la fermeture des bureaux de vote, des reports décrivent des décomptes de vote faits à la lumière de la bougie pour cause de coupure électrique ou bien encore devant être reportés car la pluie est entrée dans le local. Enfin, des cas nombreux d'illégalités sont reportées : des diffusions de résultats de vote sans les signatures des membres du bureau, l'absence de scellés sur certaines urnes, des bourrages d'urnes par certains sympathisants de l'un des partis politiques, des électeurs avec des fausses cartes d'électeurs, des cas de fraude avec modification de résultats...

Ces différents reports se présentent sous la forme de textes courts souvent accompagnés de photos ou de vidéos et signés soit du nom du journal « @Verdade jornal » soit du nom de leur compte Twitter « Verdade democracia ». L'interview réalisée avec le rédacteur en chef a permis d'éclaircir le processus de production et de diffusion de l'information. S'il est vrai que ce sont les journalistes de la rédaction qui diffusent l'information visible sur la plateforme, la source de cette information est bien produite ultimement par le lecteur citoyen qui, par le biais de sms le plus souvent, envoie des informations à la rédaction. Cette dernière a fait le choix d'opérer une sélection a priori des messages pour ne « pas choquer le lecteur face à certains propos qui peuvent avoir un contenu dérangeant » mais aussi et surtout pour des raisons de déontologie et d'éthique dans l'exercice de leur métier de journaliste : « une information ne peut pas être une opinion ». Cette sélection porte à la fois sur le contenu mais aussi sur un travail de réécriture et d'ajout d'informations supplémentaires. C'est un travail colossal pour les journalistes de la rédaction qui nous ont dit dormir dans leur bureau durant tout le temps des élections car les messages arrivaient en particulier le jour J toutes les secondes.

Cette première étude révèle une pratique de journalisme citoyen prenant appui sur une chaîne de production de l'information relativement plus complexe qu'elle n'y paraît car si sa ligne éditoriale laisse au citoyen une place d'importance, dans la réalité il y a un double contrôle éditorial a priori (filtrage et réécriture). On est loin des principes cardinaux de certains journaux participatifs « publier d'abord, filtrer ensuite ». On observe cependant une liberté plus grande au niveau des forums mais, dans ce cas, la rédaction spécifie bien qu'elle n'est pas responsable des propos tenus.

Enfin, en dépit de ce succès apparent, force est de constater que l'expérimentation n'a pas été reconduite l'année suivante lors des élections présidentielles. Les raisons invoquées restent vagues et sujettes à caution : problème de financement, intimidation de la sphère politique,... Nous n'avons pas été en mesure de le savoir de façon certaine à ce jour.

LE BLOG OLHO DO CIDADAO

Un journalisme citoyen 100% amateur

Au Mozambique, il existe un certain nombre d'initiatives de journalisme amateur émanant de blogueurs. Un groupe dénommé « Olho do cidadão » (ODC) a retenu notre attention car, non seulement il revendique une posture de journalisme citoyen mais, il a aussi intégré au cœur de sa ligne éditoriale un dispositif socio technique similaire de cartographie interactive, du nom de Txeka.

Figure 4 : le blog Olho do Cidadão

ODC se compose d'une joyeuse bande de 15 jeunes d'une vingtaine d'années présentant tous un profil sociologique similaire : étudiants en sciences sociales et humaines, pour la plupart, auxquels se sont joints, plus tard, des étudiants en informatique, citoyens, tous sans filiation politique déclarée et habitant dans la capitale. Ils se définissent comme « un mouvement de citoyens, constitué autour d'une plateforme de blogueurs universitaires qui exercent leur citoyenneté au travers du concept de journaliste citoyen, en reportant, photographiant et intervenant sur les problèmes de notre société » (slogan de leur blog).

La plupart ont une forte présence sur les médias sociaux. Tous ont un compte *Facebook* personnel, dont les pages sont directement accessibles via le blog ODC. Ils ont entre 200 amis (au minimum) jusqu'à 3470 pour le plus actif du groupe. Leur compte est ouvert et ils s'expriment, pour la plupart, sur des sujets relatifs à la sphère publique. Les plus actifs publient

quotidiennement plusieurs fois par jour (1 ou 2) à propos de faits d'actualité. Associée au blog ODC, une page *Facebook* a été créée et un compte *Twitter*, où sont relayés des articles publiés antérieurement sur le blog mais aussi des informations visant à montrer leur engagement citoyen (ramassage des ordures sur les plages, hackathon organisé avec d'autres acteurs mozambicains...). Aucun d'entre eux n'a une formation en journalisme, ils sont tous amateurs. D'une certaine façon, ils incarnent, comme le rappellent Philippe Breton et Serge Proulx (2002), ces « journalistes autoproclamés » sans titre ni carte de presse qui se donnent pour mission de rendre l'information plus accessible, éducatrice, démocratique et pragmatique. Les rédacteurs d'ODC ne prétendent d'ailleurs pas faire du journalisme au sens classique. Leur appartenance à la société civile est, pour eux, la pierre angulaire de leur identité.

Un dernier élément fondamental incarne, selon nous, leur vision du journalisme citoyen : leur logo. En effet, ils apostrophent astucieusement à la fois les internautes et les passants de la capitale à travers leur logo⁶ exposé à la fois sur leur site web mais aussi dans la voie publique (sur le lieu de leur local). Selon nos interlocuteurs, cette astucieuse entreprise tient au fait que « Le Mozambique a les yeux fermés, il était temps de le réveiller⁷ », d'où la mise en scène spectaculaire de l'œil du citoyen en action jouant sur le nom du blog « Œil du Citoyen » (Olho do Cidadão), sur le slogan « Ouvre l'œil » (Abre o olho) et sur le nom de la plateforme « l'œil qui voit » (Txeka).

6 Représentation iconographique combinant texte et image qui se donnent à voir et à lire. Le texte renvoie à leur nom « Olho do Cidadão » (Œil du Citoyen) et à leur slogan « Abre o Olho » (Ouvre l'œil) qui révèlent leur volonté d'agir ou de faire agir. L'image renvoie au dessin d'un œil ouvert. Les trois éléments forment une unité de sens qui renvoient à des significations équivalentes.

7 Propos recueillis lors d'un entretien dans les locaux d'ODC, le 30 janvier 2015.

Figure 5 : les logos de la plateforme Txeka et d' Olho do Cidadão

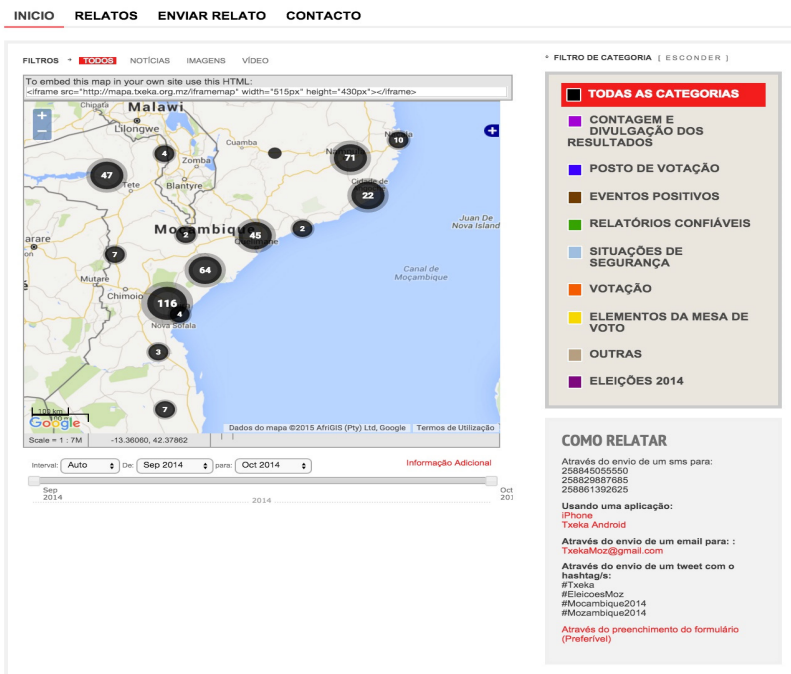


Les membres fondateurs d'ODC portent un projet très ambitieux, patriotique et militant, puisqu'ils cherchent à promouvoir une plus grande participation politique et une citoyenneté plus active capable de peser de leur poids sur les décisions et la voie du pays. Ils veulent participer au processus d'amélioration de la démocratie dans leur pays et, pour cela, ils ont choisi de se positionner dans la société civile (et non pas au niveau des partis politiques) avec un véritable engagement et avec comme armes leurs écrits, leurs photos, leurs réseaux : « il s'agit de questionner les pratiques des gouvernants, de soulever des problèmes et de les faire suivre vers les instances compétentes pour trouver des solutions » affirment-ils lors de l'entretien que nous avons mené avec eux.

Leur vision du journaliste citoyen ne s'arrête pas là puisqu'ils ont cette volonté de convaincre les Mozambicains de l'importance de leur démarche et les inciter à devenir aussi des reporters citoyens. C'est l'idée qu'ils ont eu en créant la plateforme de cartographie interactive Txeka, elle-même conçue à partir du logiciel open source Ushahidi à l'occasion des élections présidentielles de 2014 : « Notre objectif n'est pas d'écrire, mais plutôt de faire écrire, d'apporter de la matière brute du citoyen à travers la plateforme Txeka », explique l'un des membres fondateurs d'ODC. Ce type d'initiative n'est pas entièrement nouvelle et s'inscrit dans la

continuité d'une expérimentation pionnière menée au Kenya durant la période de troubles post-électorales en 2008 (Goldstein et Rotich, 2008). Depuis lors, d'autres pays d'Afrique de l'Est, comme la Tanzanie et la Zambie, dans un programme nommé « Uchaguzi » ont mis en place un tel dispositif dans le cadre d'élections politiques en 2010 et 2011 respectivement (<https://en.wikipedia.org/wiki/Uchaguzi>).

Figure 6 : la plateforme Txeka



Analyse des contributeurs et des contenus produits

Selon les bloggeurs d'ODC, le succès de leur projet est attesté par les chiffres. Sur une période de deux mois (01 septembre 2014-31 octobre 2014), ils ont choisi de publier environ 600 reports, après avoir vérifié un total de 830 sms, 504 tweets envoyés utilisant les différents hashtags créés à cet effet (#Txeka, #Eleccoesmoz, #Moçambique2014) et 25 emails. Corrélativement, le nombre des « like » sur leur page Facebook a fortement augmenté d'autant plus qu'elle servait de canal principal de publicisation de la plateforme Txeka. Nous avons choisi d'identifier de la façon la plus fine possible le ou les profils des contributeurs majoritaires sur cette plateforme en faisant l'hypothèse que des messages de natures différentes, tant sur la forme que sur le fond, vont nous donner des indices sur le statut des contributeurs. Autrement dit, nous faisons l'hypothèse que le genre du discours est révélateur du statut du contributeur. Deux cas de figure sont à signaler : les contributeurs anonymes dont les propos sont rapportés par l'ODC sous la désignation « un citoyen rapporte » et les contributeurs s'identifiant avec leur nom propre ou pseudo. Dans l'un et l'autre cas, les membres d'ODC nous font remarquer que pour que la contribution soit diffusée, il fallait avoir des preuves tangibles (photos ou vidéos) et surtout vérifier l'information rapportée soit à partir d'autres médias, soit à partir des témoignages d'autres contributeurs. Le cas échéant, l'information n'était pas diffusée sur la plateforme. Les formes linguistiques dominantes et le langage récurrent des contributeurs révèlent un langage informel « jeune » aussi bien dans l'écriture que dans le vocabulaire lui-même. Les contributeurs ont recours aux formes abrégées du type « Sera k vao aceitar... ou vao dividir o municipio nas mesas k ganharam⁸ » (est-ce k i vont accepter...ou i vont diviser la municipalité dans les urnes où ils ont gagné), au registre de langue relâchée du type « Fufa essa gramei não sei como vão fazer⁹ » (Fufa, cette info-là m'a plu, je sais pas comment ils vont faire). Au fond, les contributeurs ne se contentent pas de raconter l'événement, puisqu'ils

8 Issufo Fufa, 18 décembre 2014.

9 Xerife Vasco Pedro, 18 décembre 2014.

jouent avec la langue, le lexique, les formes et les codes, ils mélangent les genres discursifs spectaculaires pour surprendre, plaire et séduire le lecteur.

L'ensemble des contributions répertoriées par l'ODC¹⁰ sur la plateforme Txeka se donnent à lire plutôt en tant que faits divers autour de la thématique des élections. En effet, entre autres, il est question de : manifestations contre les résultats ; dénonciations de fraudes et cas de violence (coups de feu, morts, blessés, détentions, invasion aux urnes..) ; accusations d'irrégularités dans les urnes (noms manquants, propagande sur place, vol des urnes..) ; reportage des incidents (urnes fermées, coupure d'électricité, entassement des affiches..). Plus que de raconter ou d'informer ce qui se passe dans chaque urne, l'accusation et la dénonciation figurent parmi les actes les plus récurrents dans les contributions des citoyens. Les actes de violence couverts renvoient essentiellement au centre du pays, notamment dans les provinces de Sofala (Beira, Munhava, Mafambisse, Marromeu..), de Zambèze (Quelimane) et à Tete (Tsangano, Changara...). Même si la parole citadine se fait entendre sous l'anonymat, elle trouve du sens dans les lieux d'où elle se fait entendre, qui à leur tour renvoient à des significations historiques, politiques et sociales dans la mémoire collective des Mozambicains. Effectivement, ces récits citadins rappellent que l'actuelle tension politique au centre du Mozambique, datent de la période post-indépendance

Légitimité et efficacité de ces initiatives de JC et des dispositifs numériques associés ?

La première partie de notre étude a permis de mettre en évidence les traits caractéristiques de ces deux initiatives de journalisme citoyen prenant appui sur une plateforme de cartographie interactive au Mozambique. A présent, il s'agit de s'interroger sur leur légitimité et les effets éventuels dans la sphère publique.

Des légitimités contrastées ?

Un soutien fort de certaines organisations internationales

Avant même l'apparition de ces initiatives de journalisme citoyen, des organisations internationales, par le biais de leurs ambassades présentes au Mozambique, apportaient un soutien important au développement des médias. Par exemple, les Etats Unis, dans le cadre de leur « e diplomacy », soutiennent les projets qui allient une problématique de développement ou de gouvernance à l'usage de nouvelles technologies au travers de leur agence de développement international «US AID» qui s'emploie à accompagner « le déploiement d'une presse d'investigation de qualité et indépendante » dans le cadre d'un « programme renforcement » des médias cherchant à promouvoir un journalisme rigoureux, analytique et neutre. Dans leur rapport 2012 sur « l'état du journalisme d'investigation, un panorama de la presse mozambicaine », ils font référence à diverses initiatives issues de la société civile qui ont mené un travail d'investigation de qualité. Parmi elles est citée, à titre exemplaire, l'initiative de reporter citoyen du journal @verdade.

Ils sont aussi à l'origine au Mozambique du premier workshop technologique « Tech camps », en 2013, où se sont rencontrés, par l'entremise du Haut Commissariat du Canada, les fondateurs d'ODC, les fondateurs kenyans de la plateforme Ushahidi et une start up mozambicaine de web design (UX). C'est de cette rencontre qu'est né le projet de la plateforme Txeka. Le Canada, bailleur principal de ce projet, souligne l'importance d'une logique de collaboration unissant principalement des professionnels africains et qui vise à ce que les Mozambicains se sentent renforcés dans leur rôle de citoyen¹¹. Au travers de ce type d'initiative, ils disent souhaiter promouvoir les valeurs démocratiques, favoriser la croissance économique, la transparence et une meilleure gouvernance. Ils soulignent toutefois que l'efficacité d'une telle initiative sera révélée «lorsque surgira un contexte de véritable alternance politique ».

10 Les différentes contributions se structurent sous les rubriques suivantes : description, catégorie, prénom et nom du contributeur, adresse électronique, confirmation et vérification de la contribution.

11. Le terme anglais utilisé par le Haut commissaire du Canada lors de l'entretien réalisé en mars 2015 est « empowered ».

Une coopération amorcée avec les organisations de la société civile

Au cours de l'expérimentation de leur plateforme de reporter citoyen, le journal @Verdade a reçu le soutien de deux organisations non gouvernementales, figures emblématiques de la société civile : le CIP (« centro de integridade publica ») et l'observatoire électoral créé en 2003. Tous deux sont des organisations qui se fixent pour objectif de favoriser, par leurs actions citoyennes, la transparence dans les domaines de gouvernance. Pour le CIP, au travers d'une pratique de journalisme d'investigation, pour l'observatoire électoral au travers de son processus de comptage parallèle et d'observation lors des élections.

Au même titre qu'AV, le projet de plateforme Txeka d'ODC a reçu un soutien de certaines organisations de la société civile mozambicaine, dont l'Associação progresso qui a pour mission de « contribuer à la création d'une société civile dans le cadre de la justice sociale » (via des programmes d'éducation à la citoyenneté et la santé). Lors des élections proprement dites, ils ont aussi bénéficié d'une coopération logistique étroite avec les membres de l'observatoire électoral qui leur ont donné tous les contacts de leurs superviseurs par zone géographique, ces derniers ayant été contactés pour apporter une vérification aux contributions des citoyens.

On voit ainsi que ces initiatives de journalisme citoyen reposant sur l'usage d'une plateforme numérique ont été reconnues comme légitimes par un grand nombre d'acteurs de la société civile car elles participent d'un mouvement plus large visant à promouvoir la citoyenneté au Mozambique sous toutes ses formes.

Un soutien en demi-teinte dans le monde des médias

Cette question se pose plus particulièrement pour ODC qui n'appartient pas à la sphère journalistique au sens strict du terme. Si l'on se tourne du côté de la presse traditionnelle au Mozambique, son soutien aux initiatives de journalisme citoyen est plutôt mitigé, et prend plutôt la forme d'un soutien en demi teinte. Cette posture ne manifeste par un rejet de la part d'une presse qui serait muselée par le pouvoir politique, comme ce fut le cas dans d'autres pays africains. Mutsvairo et Colombus (2014) montrent en effet que le journalisme citoyen a contribué à créer, en temps de crise politique un marché parallèle de l'information en relayant de l'information critique qui ne l'était pas par les médias traditionnels. Elle manifeste plutôt une méfiance plus globale à l'égard des technologies numériques. Comme le souligne le journaliste Uric Paul Mandiquisse¹² « les journalistes de renom n'accordent que peu de crédit aux médias sociaux dans leur capacité à influencer les décisions, les actions du gouvernement et la participation sociale en général ».

Du côté des médias audiovisuels, la réalité est toute autre. Toutes les chaînes, publiques comme privées, ont apporté un soutien important en offrant des campagnes promotionnelles de la plateforme Txeka dans les jours précédant les élections. Un partenariat spécifique a même été mis en place avec la chaîne de télévision indépendante STV et ODC, le jour même des élections, qui s'est traduit par une collaboration effective autour d'une salle d'analyse des résultats en temps réel. Enfin, comme le soulignent les fondateurs d'ODC, leur plateforme constitue un vivier de sujets de reportages potentiels.

12. 13 nov 2014 : <http://pt.globalvoicesonline.org/2014/11/13/a-internet-e-o-poder-das-redes-sociais-em-mocambique/>

Des effets symboliques aux effets réels

Effets symboliques : des formes inédites d'expression citoyenne et la naissance d'une communauté informelle et agissante

Au-delà de leur particularité, les démarches pionnières de journalisme citoyen d'AV et d'ODC ont avant tout un effet symbolique fort par le fait d'avoir initié des pratiques innovantes dans la sphère des médias et de la société civile visant à l'apprentissage de la citoyenneté dans une phase de transition politique marqué par trois décennies de monopartisme. En effet, ces deux démarches incitant à l'engagement civil chez les jeunes mozambicains veulent promouvoir l'idée qu'ils peuvent désormais jouer un rôle fondamental dans la promotion de la démocratie dans leur pays avec l'appui des dispositifs numériques. Comme d'autres représentants de la société civile, ils se donnent pour mission de mobiliser chaque citoyen en leur faisant prendre conscience non seulement de leurs droits mais aussi de leurs devoirs dans le processus de création et de consolidation de la démocratie à tous les niveaux de la société. Dans cette perspective, ces dispositifs sont plus que de simples outils car ils vont, au fil du temps, faire prendre conscience aux citoyens de leur possibilité de s'exprimer désormais dans l'espace public selon un mode de communication inédit, décentralisé et horizontal. Comme le souligne ODC, « au travers des technologies de communication et d'information, le citoyen a la capacité de pouvoir intervenir dans la sphère sociale et de s'exprimer sous le couvert de l'anonymat dans un pays où la culture politique est absente et la crainte de s'exprimer réelle ».

Dans le cas particulier d'ODC, nous voulons ajouter que, durant le temps des élections, une communauté informelle et agissante est née. Informelle car à la différence d'un mouvement de la société civile par exemple, les contributeurs ne sont pas liés par une organisation structurée. Agissante car les contributeurs sont des jeunes qui expriment par l'usage de ce dispositif, par l'action d'écrire, pas seulement une volonté d'informer mais aussi une volonté d'agir sur la société dans laquelle ils vivent. Cette communauté voit aussi sa force renforcée de par leur appartenance à une communauté informelle transnationale composée de jeunes africains qui mobilisent des dispositifs numériques participatifs similaires en vue d'agir sur le cours de la vie socio-politique. Au travers du déploiement de la plateforme Txeka reposant sur le logiciel Ushahidi, mis au point à l'origine par des jeunes étudiants kenyans, les blogueurs d'ODC constituent un maillon supplémentaire d'une chaîne de jeunes citoyens africains ayant la volonté, chacun dans leur pays, que leur action aura pour effet de renforcer les processus démocratiques naissants et fragiles.

Effets réels : Un dispositif central dans l'amélioration de la transparence mais une appropriation encore confidentielle

Au-delà de ces effets symboliques forts, les effets réels proprement dits nous semblent, pour l'instant, limités que cela soit en termes d'appropriation du dispositif par les usagers potentiels ou bien au niveau des effets directs sur la sphère socio-politique.

Pour AV, leur plateforme de cartographie interactive ne s'est pas révélée être un dispositif avec une large audience mais ceci n'est pas étonnant au vu du faible nombre de lecteurs d'AV qui ont accès à internet. Pour autant, cet outil ne doit pas cacher la participation active des lecteurs citoyens, celle-ci se traduisant par un envoi direct de sms pour la plupart et dont la communication se fait via le journal (cf partie I). En soi, la plateforme n'a

d'ailleurs aujourd'hui qu'une visibilité limitée sur leur site en ligne. En outre, lors de l'entretien avec le rédacteur en chef, ce dernier insista sur le fait qu'elle n'était qu'un simple moyen technique servant un objectif plus important : la prise de parole du citoyen.

Pour ODC, on ne peut que constater une appropriation confidentielle et élitiste de leur plateforme Txeka. Tout d'abord, le nombre de contributions nous semble a priori faible (600 retenues) relativement au succès remporté par des dispositifs et expériences similaires (Uchaguzi) dans d'autres pays. Les raisons d'un tel décalage sont multiples. Selon eux, l'un des freins est d'avoir eu peu de temps avant les élections pour faire connaître ce nouveau dispositif et d'avoir aussi connu des problèmes techniques avant et pendant sa mise en ligne. De plus, les contributions émanent d'une catégorie seulement de la population : les jeunes éduqués et dotés d'une culture numérique minimale, des jeunes capables de s'approprier cette technologie et de comprendre les enjeux qui y sont attachés et la façon de s'en servir. Autrement dit, des jeunes qui ne sont pas représentatifs de la société mozambicaine. Elargir la base des citoyens contributeurs paraît une dimension essentielle pour asseoir la crédibilité de ce type de journalisme citoyen.

Enfin, sur la contribution proprement dite à l'amélioration de la transparence et la consolidation de la démocratie, l'effet de ce dispositif est à nuancer. Si l'on en croit les institutions internationales, elles ont été les premières à se féliciter du succès de la plateforme Txeka dans le déroulement des élections (cf. la vidéo You Tube du Haut Commissariat du Canada <https://www.YouTube.com/watch?v=Q0B5HbqSrPo>). Pour autant, la réalité est plus nuancée que cette affirmation enthousiaste. Rappelons que cette plateforme a été créée avec comme dessein de favoriser la transparence électorale en donnant à chacun la possibilité de s'exprimer et surtout de dénoncer des actes de fraude. A ce titre, ils ont un rôle similaire aux nombreux observateurs de toutes sortes déployés sur le territoire pour suivre le processus électoral mais, à une différence importante près : ils n'ont pas (encore) un rôle officiel auprès des autorités. Mais ils ont une « force de frappe » bien plus rapide dans la diffusion de l'information que leurs homologues. A moyen terme, leur efficacité s'en trouvera renforcée si s'établit une collaboration avec tous les acteurs présents sur le terrain lors de prochaines élections. Cependant, on peut remarquer une certaine audace dans les conclusions tirées de leur initiative car ils font partie des rares « observateurs » à avoir conclu que « ces élections ont été entachées de nombreuses fraudes », la plupart se félicitant plutôt du déroulement du processus (tout en reconnaissant çà et là des fraudes avérées mais qui ne remettent pas en cause les résultats).

CONCLUSION

En guise de conclusion, nous espérons avoir montré que le journal @Verdade et le blog Olho do Cidadao constituent deux initiatives originales et pionnières de journalisme citoyen au Mozambique mobilisant l'une et l'autre une plateforme de cartographie interactive pour accompagner leur démarche. Toutefois, nous avons montré qu'elles inscrivent cette participation citoyenne dans des desseins différents mais complémentaires : pour la première, il s'agit d'augmenter l'accès à l'information médiatique et, pour la seconde, de favoriser la participation à la vie citoyenne du peuple mozambicain et de le rendre ainsi plus conscient de son « pouvoir ». A leur manière, elles participent néanmoins à un dessein plus global d'amélioration du processus démocratique. L'étude menée a révélé que cette noble ambition est pour l'instant en gestation, des freins réels se faisant jour.

L'intégration d'une telle plateforme contributive agrégeant les actualités couvertes par des citoyens, choix audacieux et téméraire, au coeur de leur démarche de journalisme

citoyen ne fait cependant l'objet que d'une appropriation confidentielle à ce jour et utilisée majoritairement dans la capitale et les autres zones urbaines du pays. C'est la raison pour laquelle le journal AV a décidé de ne plus l'utiliser, par manque de visibilité et d'efficacité eu égard à leur objectif d'augmenter l'accès à l'information. Pour les jeunes blogueurs d'Olho do Cidadao, ils ont la volonté de continuer à expérimenter sur d'autres thématiques citoyennes cette plateforme qui, selon eux, connaîtra un succès croissant au fur et à mesure de son appropriation par la jeunesse.

Enfin, les effets réels escomptés de ce type de démarche peuvent sembler au premier abord assez décevants à l'inverse des effets symboliques qui, eux, se sont révélés être très visibles. Rappelons qu'au Kenya, pays où est née cette idée de plateforme pour accompagner la période de crise post-électorale, la liberté d'expression était quasi inexistante et « les médias muselés », d'où un engouement immédiat parmi les kényans pour ce dispositif qui a été utilisé comme « un moyen d'exprimer ses émotions et comme un espace de discussion » dans un contexte de crise (Goldstein et Rotich, 2008). Dans le contexte mozambicain, le déploiement de cette plateforme n'a pas eu lieu dans un contexte de crise politique et médiatique ce qui peut expliquer qu'il n'a pas suscité un engouement aussi fort et immédiat. Elle s'inscrit plutôt dans un projet de moyen terme visant à ouvrir un espace de parole inédit et à renforcer auprès du peuple mozambicain leur croyance aux effets potentiels de leur action lors des processus électoraux mais aussi dans leur vie quotidienne comme un outil susceptible de servir leur cause.

Enfin, pour finir sur une note d'optimisme, nous souhaitons souligner que ce projet de journalisme citoyen s'inscrit, selon nous, dans un mouvement plus général au Mozambique contribuant à l'émergence d'une forme d'« espace public numérique » à l'échelle de la société civile, reposant sur une logique ascendante et participative et mobilisant les dispositifs numériques comme instances de médiation. Quelques initiatives méritent d'être nommées qui ont pour visée de promouvoir l'engagement civique comme condition de la citoyenneté visant à l'amélioration du processus de gouvernance : Dialogo (<http://dialogomz.com>), programme reposant sur l'inclusion des citoyens dans l'espace public, les incitant à partager les problèmes rencontrés au quotidien dans leur ville en mobilisant tout aussi bien la radio que les médias numériques comme moyen d'expression et de diffusion de la parole de ces citoyens invisibles. Enfin, la dernière née, l'agence civilinfo (<http://www.civilinfo.org.mz>) se propose non seulement de produire et de diffuser de l'information relative à la société civile mais aussi, au travers d'un blog intitulé « ma voix », de relayer des histoires de communautés rurales, tenues à l'écart de tout processus de décision et subissant les dommages des grands chamboulements amenés par les découvertes récentes de richesses naturelles.

Bibliographie

Sergio Chichava et Jonas Pohlman, « Uma breve análise da imprensa moçambicana », In Luis de Brito et alii (dir), *Desafios para Moçambique 2010*, IESE publications, Maputo, 2010, pp. 127-138. 2010. Disponible en ligne : http://www.iese.ac.mz/lib/publication/livros/des2010/IESE_Des2010_5.ImpMoc.pdf

Joshua Goldstein et Juliana Rotich, « Digitally networked technology in Kenya's 2007-2008 post-election crisis », *Berkman Center Research Publication*, september, 2008, pp. 2-10.

Claudio Jone, « Press and democratic transition in Mozambique. 1990-2000 », *Les nouveaux cahiers de l'IEAS*, Johannesburg, 2005, pp. 1-65.

Julieta Langa, « Media index sustainability, Mozambique », IREX, US Aid. Disponible en ligne : <http://www.irex.org/sites/default/files/u115/Mozambique%202012%20MSI%20Proof.pdf>

Maarit Mäkinen & Mary Wangu Kuiru, « Social Media and Post election Crisis in Kenya », *The International Journal of Press/Politics*, 13(3), 2008, pp. 328-335.

Bruce Mutsvairo Simon Columbus, « African Citizen journalists' ethics and the emerging networked public sphere », *African Journalism Studies*, 35(3), 2014, pp. 4-22.

Bruce Mutsvairo Simon Columbus, « Emerging patterns and trends in citizen journalism in Africa : the case of Zimbabwe », *Central european journal of communication*, 1, 2012, pp. 212-135.

Nicolas Pélissier et Serge Chaudy, « Le journalisme citoyen et participatif sur Internet : un populisme dans l'air du temps », *Quaderni*, octobre, 2009, pp. 89-103.

Maud Pélissier et César Cumbe, « Enquête sur la culture numérique dans une perspective inter culturelle », accepté au colloque Education aux médias, Abidjian, Alain Kiyindou (coord), 2014.

Franck Rebillard, « création, contribution, recommandation : les strates du journalisme participatif », *Les cahiers du journalisme*, n°22/23, 2011, pp. 28-41.